



**HAL**  
open science

## Peut-on parler d'une renaissance de l'agriculture par la ville ?

Christophe Soulard, Nabil Hasnaoui Amri, Pascale Scheromm

### ► To cite this version:

Christophe Soulard, Nabil Hasnaoui Amri, Pascale Scheromm. Peut-on parler d'une renaissance de l'agriculture par la ville?. La renaissance rurale d'un siècle à l'autre?, Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires (LISST). Toulouse, FRA.; Comité National Français de Géographie (CNFG). Paris, FRA., May 2016, Toulouse, France. 8 p. hal-02801575

**HAL Id: hal-02801575**

**<https://hal.inrae.fr/hal-02801575>**

Submitted on 5 Jun 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Christophe SOULARD  
INRA UMR Innovation, Montpellier

Nabil HASNAOUI AMRI  
INRA UMR Innovation, Montpellier Méditerranée Métropole

Pascale SCHEROMM  
INRA UMR Innovation, Montpellier

## **Peut-on parler d'une renaissance de l'agriculture par la ville ?**

Depuis « la renaissance rurale » de [Bernard Kayser \(1990\)](#), l'inversion du mouvement démographique en faveur d'une croissance des périphéries urbaines s'est confirmée et étendue, gagnant des territoires ruraux de plus en plus éloignés des villes. Les mobilités de circulation, puis les connectivités facilitées par le développement de l'économie numérique, n'ont cessé d'alimenter ce mouvement. Parallèlement, l'espace rural a vu sa population agricole poursuivre son déclin amorcé depuis un demi-siècle. La réduction continue du renouvellement endogène aux familles agricoles n'a pas été compensée par les flux entrants d'agriculteurs s'installant hors cadre-familial. Mais paradoxalement, si le rural n'a jamais été aussi peu agricole qu'il ne l'est aujourd'hui, on assiste aussi à un mouvement de retour de l'agriculture en ville ([Salomon-Cavin & Niwa, 2011](#)) s'accompagnant, selon [Van der Ploeg \(2014\)](#), d'un mouvement de « repaysannisation » de l'agriculture c'est-à-dire d'une réinvention qui s'opère par l'arrivée de nouveaux entrants agricoles et par la quête d'une autonomie accrue par rapport aux seules logiques du marché. [Rieutord \(2009\)](#) décrit le modèle de l'agriculture « reterritorisée » pour qualifier ce processus de réagencement des rapports entre les dynamiques propres au modèle agro-alimentaire dominant, les nouvelles relations villes-campagnes et les enjeux de durabilité de l'agriculture.

Quels sont les ressorts d'un renouvellement agricole dans la société urbaine ? Qui en sont les acteurs ? Quelles formes de production se développent en ville ou en lien avec elle ? Peut-on faire l'hypothèse d'une renaissance de l'agriculture dans - et par - la ville ?

Notre communication propose d'explorer ces questions en s'appuyant sur une diversité de sources et échelles d'analyse de la question. Afin d'être suffisamment précis dans l'exploration de nos hypothèses, nous avons choisi de développer un raisonnement qui part du niveau national, et ses sources statistiques, pour aller jusqu'à un niveau local d'analyses par enquêtes auprès d'agriculteurs dans différents territoires. La première partie s'appuie sur une actualisation des données statistiques nationales des dynamiques agricoles dans les zones urbaines, périurbaines et rurales de l'INSEE. Elle est complétée par une revue de littérature sur les mécanismes expliquant ces tendances. La seconde partie décortique les caractéristiques de l'agriculture présente au sein du périmètre municipal de trois villes, Avignon, Montpellier et Nîmes. Une typologie des exploitations agricoles apporte une connaissance des dynamiques agricoles observables au cœur même de l'urbain. La troisième partie dresse le profil d'agriculteurs périurbains de Montpellier, afin de comprendre comment ils s'accommodent de la proximité urbaine dans l'exercice de leur métier. Nous concluons par un retour sur nos hypothèses et sur les pistes de débat qu'elles peuvent ouvrir pour les ruralistes.

### **1/ Les effets de la croissance urbaine : déclin ou renouveau agricole ?**

Si la croissance par étalement urbain est incontestablement un processus consommateur de terres agricoles, ses conséquences sur l'agriculture ne se résument pas à la seule relation directe : croissance

urbaine = déclin agricole. En effet, d'une part le déclin agricole résulte d'abord d'un mécanisme général du secteur : la concentration foncière d'exploitations agricoles qui, pour rester compétitives, s'agrandissent en absorbant des plus petites structures sans successeurs. Elle a pour effet de réduire les capacités de renouvellement endogènes aux familles agricoles, sans offrir pour autant des facilités suffisantes d'accès à l'installation de « nouveaux entrants » agricoles.

La croissance urbaine accroît-elle cette tendance sectorielle dominante ? Ou provoque-t-elle d'autres mécanismes du fait même de la contrainte foncière ? Favorise-t-elle l'installation de « nouveaux entrants » agricoles ?

Les données statistiques nationales corroborent la coexistence de ces deux tendances. En effet, [Pouzenc \(2011\)](#) constate qu'entre 1988 et 2000 la perte de surfaces et d'exploitations agricoles est plus forte dans les communes des pôles urbains que dans les communes périurbaines, qui elles sont proches des évolutions rurales (respectivement : -42, -35, -33% des exploitations et -12, -3,-2% des surfaces). Ce gradient décroissant est à nouveau observé entre 2000 et 2010, avec respectivement une perte de -30, -26, -22% des exploitations et de -6, -2,5,-2,5% des surfaces ([Agreste, 2013](#)). Le profil des exploitations diffère aussi suivant ce gradient. Les pôles urbains regroupent des exploitations de taille inférieure aux exploitations périurbaines et rurales, recourant davantage à la main d'œuvre salariée, avec des chefs d'exploitation plus âgés et plus qualifiés ([Traversac, 2013](#)). Les systèmes de production fortement représentés dans les pôles urbains sont à forte main d'œuvre et valeur ajoutée (maraîchage, horticulture, arboriculture et viticulture), à l'inverse de l'élevage qui domine dans le rural, et les grandes cultures dans le périurbain. Ces observations indiquent que la croissance urbaine favorise certains systèmes agricoles plus aptes à « coexister » avec la ville : peu consommateurs de foncier, valorisant des productions à forte valeur ajoutée, et tirant parti des marchés et infrastructures urbaines ([Soulard et Thareau, 2009](#)).

Toutefois, les différences de profils statistiques entre exploitations agricoles urbaines, périurbaines et rurales restent difficiles à interpréter. Des travaux par enquête sont nécessaires pour éclairer la complexité des dynamiques agricoles sous-jacentes. Par exemple, est-ce que l'influence urbaine favorise l'émergence et le développement de formes d'agricultures territorialisées, tirant parti des opportunités commerciales du marché urbain ? Si la part des exploitations de petite taille, commercialisant en vente directe des productions à forte valeur ajoutée est plus forte dans les pôles urbains que dans le périurbain et le rural, cela ne signifie pas que la demande urbaine de proximité s'adresse à ces exploitations, ou favorisent leur développement. C'est ce que montre une enquête réalisée en région Midi-Pyrénées décrivant le phénomène des AMAP : les exploitations qui contractualisent avec des consommateurs sont très souvent ni urbaines ni périurbaines ([Pouzenc, 2011](#)), observations faites également en région Languedoc-Roussillon. Ce phénomène peut se comprendre par les difficultés d'installation sur un foncier périurbain peu accessible et coûteux. Mais il a peut-être évolué ces dix dernières années, depuis que les collectivités ont commencé à promouvoir des installations agricoles de proximité. Les dynamiques de « relocalisation » productive et commerciale restent donc à mieux cerner.

Mais la proximité urbaine engendre d'autres processus d'adaptation des agriculteurs. En effet, nombre de systèmes agricoles périurbains coexistent avec la ville tout en conservant des modèles de développement tournés vers les grandes productions et les filières longues. Ainsi, [Duvernoy et Paradis \(2015\)](#) décrivent les mécanismes d'insertion des producteurs de grandes cultures dans le périurbain toulousain. Leur enquête montre que dans un contexte de forte insécurité foncière, les agriculteurs réussissent à maintenir leurs systèmes par des voies multiples. Si des activités de diversification sont observées, le développement d'une gestion de l'espace par délégation de propriétaires « non exploitants » à des agriculteurs sous forme de contrats de travaux agricoles, explique le maintien de ces exploitations. Ces observations autour de Toulouse rejoignent celles observées pour les mêmes productions autour de Montpellier par [Soulard \(2014a\)](#) qui décrit des systèmes agricoles « nomades », aptes à coloniser des terres en attente d'urbanisation, moyennant des compromis tacites entre propriétaires, exploitants céréaliers et entreprises melonnières, pour se partager le foncier disponible tout en assurant une rotation des cultures nécessaire à la production. Dans les deux cas, ces stratégies

reposent sur la construction d'un capital de confiance avec les propriétaires, ce consensus agraire immobilisant en retour l'accès au foncier d'autres modèles agricoles candidats. [Poulot \(2014\)](#) décrit une autre figure du nomadisme agricole périurbain, celle de l'exploitant « déplacé » qui développe des stratégies de délocalisation de tout ou partie de son exploitation. Ce phénomène est particulièrement marqué en Ile-de-France où il est observé depuis les années 60 : repli des maraîchers urbains et création de zones maraîchères périurbaines, ou bien déplacements incomplets et éclatement des terres vers des zones parfois éloignées du front urbain.

Ces premiers aperçus donnent à voir l'effet « perturbateur » de la croissance urbaine qui fragilise le foncier et les structures agricoles en très forte proximité, tout en offrant des ressources « au moins potentielles » pour un autre développement agricole davantage tourné vers la demande urbaine. Entre effet de repoussoir agricole et moteur d'une reterritorialisation de l'agriculture, la croissance urbaine semble plutôt agir comme un effet démultiplicateur des recompositions qui traversent le secteur agricole et ses relations au territoire. Essayons alors de mieux comprendre comment ses recompositions opèrent, autour de quelles figures d'agriculteurs et d'exploitations urbaines et périurbaines.

## **2/ L'agriculture au cœur des villes : marginalisation ou intégration ?**

Selon [Mundler et al. \(2014\)](#), la distinction entre agriculture périurbaine et urbaine, outre sa dimension spatiale, revêt une dimension statutaire. Alors que l'agriculture périurbaine est principalement une agriculture professionnelle, marchande, l'agriculture urbaine est pratiquée par une grande diversité d'acteurs, majoritairement des citoyens amateurs (jardiniers) ou des jardiniers-maraîchers salariés d'associations ou de structures publiques. A l'interface des deux, on trouve de multiples formes de pluriactivités professionnelles, avec activité agricole principale ou secondaire. Toutefois, cette lecture est fortement centrée sur les activités de jardinage et de maraîchage, sans faire état des dynamiques observables dans d'autres systèmes agricoles. Ainsi, [Soulard \(2014b\)](#), constatant d'une part que l'agriculture périurbaine connaît des processus de diversifications autant statutaires que productives, par exemple avec des formes d'activité ou d'occupation agricoles émanant de non agriculteurs, et d'autre part que l'agriculture intra-urbaine comprend des formes marchandes, a proposé une notion de « pratiquants agricoles » pour proposer une lecture d'ensemble de ces mouvements. En s'appuyant sur l'acteur et sa pratique, cette notion permet par exemple de repérer, outre les formes agricoles urbaines et périurbaines, les mobilités qui s'opèrent vers - ou en dehors de - l'urbain pour pratiquer l'agriculture. On retrouve ici l'importance à accorder aux processus de mobilités, tant statutaires que spatiaux, pour comprendre les activités agricoles sous influence urbaine.

Un travail récent sur les agricultures marchandes intra-urbaines dévoile une réalité peu connue<sup>1</sup>. A partir d'une enquête menée dans trois villes du sud de la France, nous avons identifié cartographié et enquêté les agriculteurs qui exercent au sein des périmètres communaux de Montpellier (265 000 hab), Nîmes (145 000 hab) et Avignon (93 000 hab). Le relevé cartographique permet de comptabiliser respectivement 7, 17 et 33% de la surface communale en espace agricole. Partout, une diversité de productions agricoles est observée : cultures annuelles, cultures pérennes et prés composent l'espace agraire urbain. L'agriculture marchande perdure dans les villes étudiées, souvent localisée dans des lieux particuliers : confins communaux de la frange urbaine, secteurs inondables ou à risque d'incendie, zonages en réserve d'urbanisation, périmètres agricoles ou naturels protégés, interstices agricoles disséminés dans le tissu urbain. La réalisation de 32 enquêtes auprès d'agriculteurs intra-urbains révèle l'extrême diversité de ces exploitations intra-urbaines, allant de micro-fermes entièrement tournées vers les circuits courts à des exploitations agricoles moyennes à grandes, familiales ou entrepreneuriales.

En nous appuyant, d'une part sur la combinaison des facteurs de production dans les exploitations (surfaces exploitées, valeur ajoutée connue des productions et des modes de commercialisation, main

---

<sup>1</sup> Travail de Pascale Scheromm entre 2011 (Montpellier) et 2014-2015 (Avignon, Nîmes), soumis pour publication.

d'œuvre familiale et salariée) et, en nous inspirant, d'autre part de l'enquête d'[Hervieu et Purseigle \(2013\)](#) privilégiant le travail comme variable d'entrée de la typologie, nous avons identifié trois groupes d'exploitations agricoles urbaines :

- 9 très petites fermes, dont la superficie varie de 1 à 2.5 ha, sont dédiées au maraîchage et aux activités de petit élevage. Les produits sont commercialisés en circuits courts. Sur les 9 exploitations de ce groupe, 4 sont des exploitations familiales de Montpellier tenues par des maraîchers à la retraite, dont un seul à un fils qui reprend l'exploitation. Localisés à Nîmes et en Avignon, les 5 autres exploitations sont gérées par des exploitants, exploitantes ou ménages d'exploitants, d'une trentaine d'années. Ils se sont installés hors cadre familial, parfois sans formation agricole, pour développer des systèmes maraîchers ou d'élevage vendant l'intégralité de leur production en circuits courts, et choisissant la certification AB pour deux d'entre eux ;

- 15 exploitations familiales dont la surface agricole utile varie de 10 à 115 ha, offrent une large diversité de productions, exploitations spécialisées et diversifiées, cultures, maraîchage, vignes, vergers et élevages. Ces exploitations sont gérées par des agriculteurs d'âge variable, les deux tiers ont 50 ans et plus, souvent sans successeur. Pour les plus jeunes, une caractéristique commune est d'avoir repris l'exploitation familiale. Ces exploitations produisent principalement des céréales et du fourrage à Nîmes, des fruits et légumes et de l'élevage en Avignon, du vin à Montpellier ;

- présentes dans les trois villes, 8 exploitations entrepreneuriales emploient entre 1 à 60 salariés sur des surfaces allant de 20 à 210 ha. Sept de ces exploitations ont de la vigne, 5 spécialisées viticole et 2 diversifiées associent des vergers, des céréales, ou des légumes de plein-champ. La huitième est spécialisée en arboriculture et céréales. La moitié de ces exploitations développent des activités de services connexes à l'agriculture (structures de commercialisation en vente directe pour le vin ou en circuits longs pour l'arboriculture) ou hors agriculture (activités culturelles, restauration découplée de la production...).

Cette diversité d'exploitations agricoles illustre différentes formes et différents degrés d'intégration de l'agriculture marchande à l'espace urbain. Le groupe des « petites fermes » est révélateur de l'émergence d'une nouvelle agriculture marchande au sein des villes. A l'opposé de cette néo-agriculture professionnelle urbaine, une autre forme d'agriculture fortement intégrée à l'espace urbain apparaît : une viticulture patrimoniale fondée sur un terroir viticole reconnu en appellation d'origine protégée et sur un patrimoine bâti inventorié au patrimoine. A ces formes extrêmes de micro-fermes urbaines d'un côté et de domaines élitistes de l'autre, s'ajoute la majeure partie des exploitations agricoles de notre échantillon d'enquêtes, familiales et entrepreneuriales. L'avenir de celles-ci se joue en fonction d'un jeu d'adaptation permanente entre insécurité foncière et aléas des marchés agricoles.

Au final, on retrouve dans le paysage agraire urbain l'expression des formes agricoles dominantes de l'environnement périurbain et rural des communes urbaines étudiées. Mais l'effet de la perturbation urbaine est ici nettement marqué, offrant des possibilités d'intégration pour des profils très particuliers (micro-fermes, domaines patrimonialisés), perturbant le devenir des exploitations familiales et entrepreneuriales qui s'adaptent suivant des modalités et des opportunités très diverses. Ces agricultures conservent leur place dans des secteurs périphériques ou interstitiels de la commune en attente d'urbanisation, ou protégés par des zonages agricoles, environnementaux ou patrimoniaux. Si l'incertitude reste partout très forte, ce contexte n'empêche pas d'observer des créations d'exploitations nouvelles et des logiques d'adaptation des systèmes en place. Ce constat nécessite alors de mieux comprendre comment les agriculteurs urbains et périurbains « vivent la ville ».

### **3/ La proximité urbaine et le périurbain : contraintes ou ressources pour les agriculteurs ?**

Les premiers travaux d'[Hasnaoui Amri \(2015\)](#) autour de Montpellier ont permis de dresser les profils de cinq agriculteurs périurbains (Tableau 1). A partir d'entretiens qualitatifs portant sur les pratiques et les modes d'habiter des agriculteurs, les profils identifiés mettent en relation les trajectoires personnelles et professionnelles de ces agriculteurs avec leurs logiques spatiales, sociales et politiques dans le travail. Les enquêtes révèlent la présence d'une agriculture conventionnelle persistante mais

qui s'adapte, une agriculture « d'héritiers », ainsi que des néo-agriculteurs peu nombreux, mais pionniers dans la proposition de modèles alternatifs correspondant à la demande urbaine. Parmi l'agriculture dominante conventionnelle, la tendance est au déclin, mais un déclin relatif en fonction de capacités adaptatives différenciées, soit par des stratégies de diversification, soit par des stratégies de mobilité productive. Il est intéressant de noter que des hybridations entre modèles « néo » et « conventionnels » émergent dans les discours d'agriculteurs héritiers qui semblent s'engager dans une réorientation de leurs logiques de production vers des objectifs davantage liés aux enjeux du territoire et de la proximité urbaine.

	<i>Trajectoire</i>	<i>Logique socio-spatiale</i>	<i>Logique socio-politique</i>
<b>1. Héritiers</b> <i>"performants"</i>	Issus du monde agricole local Dotés en capital (foncier, technique, financier) Spécialisés (vignes, grandes cultures, melon, etc.) En "croisière", ou proches de la transmission	Recherche prioritaire de foncier "utile" (plat, facilement irrigable, de taille suffisante pour la motorisation agricole) Capacité d'utiliser des espaces disponibles temporairement	OPA traditionnelles (représentation) <i>Engagement - instrument</i> Filières "longues" et organisées (conseil technique spécialisé; connexion marchés mondiaux) Département / Région
<b>2. Héritiers</b> <i>"en ré-orientation"</i>	Issus du monde agricole local Dotés en capital (foncier, technique, financier) Spécialisés en intensification qualitative ("produire moins, mieux valoriser") En installation ou ré-orientation, suite à une "crise"	Recherche d'alliances avec les "inventifs" pour sortir des logiques fordistes ayant mené à une crise (endettement, mévente, ..) Recherche de foncier pour des productions et services "innovants" Capacité à diversifier sur la base de nouvelles alliances	A cheval entre réseaux hérités (OPA traditionnelles) et réseaux construits à partir des projets de ré-orientation <i>Engagements instrument et apprentissage</i> A cheval entre filière "longue" et courte, recherche d'une "relocalisation" Commune / EPCI
<b>3. Néo-agriculteurs</b> <i>"inventifs"</i>	Non Issus du monde agricole local Peu dotés en capital (foncier, technique, financier), dotés en capital humain, social (formés, expérimentés) Cultures intensives en travail, à base foncière (maraîchage) ou non (apiculture, etc.) et élevages valorisant espaces urbains "ouverts" (garrigues) Circuits courts alimentaires En installation progressive	Recherche une base foncière pour l'installation, complétée par des espaces "marginiaux", résiduels Capacité à valoriser ces espaces ouverts	OPA alternatives Participation groupes d'échanges entre pairs, à 2 niveaux (local; global via le web) + collectifs pluri-acteurs <i>Engagement-apprentissage</i> Approche "panier", réponse globale aux demandes urbaines (Commune / EPCI)

Tableau 1 : Trajectoires et logiques d'agriculteurs périurbains (Source, enquêtes autour de Montpellier par Hasnaoui Amri, 2015).

Sans prétendre à une quelconque représentativité, cette enquête permet de mieux comprendre comment ces différents profils d'agriculteurs « vivent » la proximité urbaine.

Comment ces agriculteurs s'adaptent à la pression urbaine sur le foncier agricole ? L'enjeu partagé par tous est d'obtenir la "confiance" d'agriculteurs locaux potentiellement "offreurs" de foncier (proches de la transmission, ou en logique d'intensification) et des propriétaires fonciers<sup>2</sup>. La réputation locale, la reconnaissance du "travail sérieux" semblent cruciales, dans un environnement dominé par le faire-valoir direct : « Ce qui est sûr, c'est que plus on est connu, des voisins, des propriétaires, plus ils voient

<sup>2</sup> Souvent eux-mêmes agriculteurs ou de familles agricoles car dans le Languedoc viticole, le système du faire valoir direct prédomine.

qu'on travaille bien, plus ils nous font confiance » (pour confier par exemple des terres en fermage). Pour gagner cette confiance, deux types de stratégies sont déployées : les agriculteurs "conventionnels" recherchent du foncier en bail à long terme, mais sont également capables de valoriser du foncier disponible temporairement, du fait de leur équipement et de leur insertion dans des filières longues (céréales, semences, fourrages, melons). D'autres héritiers, plus jeunes, s'engagent sur la voie de l'intensification, de l'amélioration qualitative (passage à l'agriculture biologique, à la vente directe), et de la diversification d'activités, plutôt par association avec d'autres agriculteurs en installation désirant réaliser des productions complémentaires à la vigne, que par auto-diversification<sup>3</sup>.

Les "néo-agriculteurs inventifs" explorent une autre voie : une logique spatiale de présence régulière, quotidienne, intensive, sur "le terrain", du fait de pratiques agricoles (comme la traction animale) qui favorisent les échanges avec le voisinage. Ils développent des capacités axées sur la valorisation de "micro"-espaces qui intéressent moins les agriculteurs conventionnels : les friches viticoles, les ripisylves, les garrigues. Pour eux, c'est une façon de s'insérer dans un paysage où « *tout est pris majoritairement par le modèle dominant, de l'agriculture extensive en main d'œuvre, qui a besoin de beaucoup de terres* ». Pour cela, ils essaient "d'inventer" des pratiques contextualisées de régénération de la fertilité (des sols, des espaces naturels valorisables par des espèces animales rustiques, etc.). En manque de terres, ils cherchent à combiner plusieurs activités pour consolider leur revenu (maraîchage; petits élevages; accueil; etc.) sur un foncier restreint<sup>4</sup>. La "mise en confiance" du monde agricole local se fait par le registre des relations interpersonnelles, en s'appuyant sur "l'invention" de nouvelles modalités d'occupation de l'espace susceptibles d'intéresser les propriétaires fonciers et les agriculteurs en place cherchant à consolider leur activité. Ils appuient leur "réputation" sur leurs contributions à la constitution d'un "bien commun" autour de l'agro-écologie (partage par exemple de vidéos sur le web autour de pratiques de traction animale) et mobilisent des groupes "innovants", fonctionnant selon le régime d'apprentissage (groupe d'échanges entre pairs; collectifs pluri-acteurs).

La ville se traduit également par des difficultés de circulation. L'extension urbaine et les grandes infrastructures entraînent des "coupures" spatiales : « *je fais appel à des entrepreneurs de travaux agricoles [...] c'est compliqué pour eux de venir intervenir ici : il faut traverser Montpellier, ce n'est pas intéressant, vu le trafic, les obstacles...* ». L'enjeu partagé pour les agriculteurs périurbains est d'optimiser l'organisation de leurs déplacements. Les agriculteurs conventionnels en grandes cultures ont des problèmes de circulation d'engins agricoles de plus en plus volumineux, d'autant plus difficiles à déplacer que le trafic routier s'intensifie, dans des zones de plaine grignotées par l'étalement urbain. Ils sollicitent, pour leurs parcelles les plus éloignées du siège d'exploitation, des entrepreneurs spécialisés de travaux agricoles. Les "petits" agriculteurs en maraîchage diversifié cherchent à écouler des "paniers", mais sont confrontés à des difficultés de stationnement et de circulation, en particulier dans l'urbain dense. Une des pistes explorées est la délégation à un "livreur autoentrepreneur".

Les questions de cohabitation entre agriculture et usages urbains (habitat résidentiel, hobby farming, etc.) concernent aussi plusieurs agriculteurs enquêtés. Comment faire circuler de « gros engins » sur des chemins qui sont fréquentés et aménagés par des urbains, pour y mettre des chevaux, un petit jardin ? La question se pose également pour les agriculteurs qui "inventent" de nouvelles pratiques, comme la mise en place de parcs en garrigues pour les ânes de trait. Les réponses à ces tensions vont du registre de "l'arrangement" à celui du contentieux juridique. Mais dans la majeure partie des cas, la résolution de ces tensions passe par des accords interpersonnels du fait d'un relatif vide institutionnel, caractéristique des usages agricoles dans le périurbain.

---

<sup>3</sup> « *je suis vigneron, et je voudrais associer aussi du tourisme... puis des légumes, du pain...* » (Bernard TO, vigneron, nord de Montpellier).

<sup>4</sup> « *Moi, j'ai pas de terres, alors tout m'intéresse ! [...] J'essaie d'entretenir les bois, les garrigues, les fonds de vallée... avec mes ânes.* » (Henri DO, installé comme maraîcher sur le domaine viticole de Bernard TO)

## **Conclusion : le double mouvement ville-agriculture, agriculture-ville**

En conclusion, les relations ville-agriculture ne se résument pas à une avancée de la ville et à un recul de l'agriculture. Si ce mouvement prédomine quand pression urbaine et crises économiques agricoles se conjuguent, les voies d'adaptation permettant le maintien agricole sont également présentes, comme l'installation de nouveaux profils d'agriculteurs liés à la ville. Ainsi, si elle osé de parler d'une renaissance agricole par la ville, on peut repérer un double mouvement qui serait à analyser de façon plus approfondie : celui d'une diversification des « pratiquants agricoles » et celui d'un aménagement des territoires urbanisés pour intégrer durablement des activités agricoles.

Plus généralement, notre communication invite à réfléchir sur les ressorts futurs du renouvellement agricole dans nos sociétés urbanisées. En effet, les mécanismes de transmissions et de créations d'exploitations agricoles restent à notre connaissance largement méconnus. Si nous savons que deux-tiers des installations aidées sont aujourd'hui le fait d'agriculteurs qui s'installent hors du cadre familial, nous ne connaissons pas bien l'importance et les caractéristiques de la population qui s'installe sans aides, voire même sans statut reconnu au sein de la mutualité sociale agricole. La multiplication des profils des pratiquants agricoles à laquelle nous assistons dans l'urbain et le périurbain, exacerbe cette question. Elle nous pousse à réfléchir autrement sur un secteur d'activité dont la part des « non-professionnels » va croissant. Elle invite aussi, même si nous l'avons peu évoqué dans cette communication, à identifier les nouveaux acteurs de la production agricole qui relèvent d'autres champs professionnels, mais qui en tant que salariés ou entrepreneurs du secteur des services, peuvent devenir de futurs acteurs agricoles. Elle invite enfin à porter la réflexion sur un autre versant du problème non abordé dans cette communication, celui des investisseurs dans la terre agricole et dans le financement de structures de production, qu'ils soient sur des mécanismes d'économie libérale ou d'économie sociale et solidaire, un phénomène très prégnant en périurbain dans les pays du sud, Afrique notamment, mais dont la réalité en France reste également mal connue. Bref, nous voudrions inviter la communauté ruraliste à débattre des priorités pertinentes parmi tous ces champs de recherche à investir.

## **Références bibliographiques**

- Agreste, 2013, « Recul plus marqué des exploitations agricoles dans les pôles », *Agreste Primeur*, n°229, p.1-4.
- Duvernoy I., Paradis S., 2016, « Les producteurs de grandes cultures dans le périurbain toulousain. Quelle insertion dans les territoires de la demande urbaine? », *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne], *Espace, Société, Territoire*, document 768, mis en ligne le 27 janvier 2016, consulté le 01 mai 2016. URL : <http://cybergeo.revues.org/27478> ; DOI : 10.4000/cybergeo.27478
- Hasnaoui Amri N. (2015). Quelles organisations et coopérations territoriales permettent aux agriculteurs d'être acteurs de la politique agricole et alimentaire ? Mémoire Master « Territoires & Développement », U. Montpellier Paul-Valéry, Montpellier Méditerranée Métropole, INRA, 125 p.
- Hervieu B. and Purseigle F., 2013, « Sociologie des mondes agricoles », Armand Colin.
- Kayser B., 1990. La Renaissance rurale. Sociologie des campagnes du monde occidental, Armand Colin, coll. U, Paris.
- Mundler P., Consalès JN., Melin G., Pouvesle C., Vandenbroucke P., 2014. « Tous agriculteurs ? L'agriculture urbaine et ses frontières », *Géocarrefour*, n°89(1), p. 53-63.
- Poulot M., 2014, « Agriculture et acteurs agricoles dans les mailles des territoires de gouvernance urbaine : nouvelle agriculture, nouveaux métiers ? », *Espaces et sociétés*, n°158, p. 13-30.
- Pouzenc M., 2011, « Le défi urbain », dans Guibert M. et Jean Y. (dir.), *Dynamiques des espaces ruraux dans le monde*, Armand Colin, coll. U, Paris, p.62-76.

- Rieutord L., 2009, Dynamiques rurales françaises et reterritorialisation de l'agriculture. *L'information géographique*, n°1, on line : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/hal-00466862/>
- Salomon-Cavin J., Niwa N., 2011, « Introduction. Agriculture urbaine en Suisse: au-delà des paradoxes », *Urbia*, n°12, p. 1-10.
- Soulard CT., 2014a, Les agricultures nomades, une caractéristique du périurbain. *Pour*, n°224, p. 151-158.
- Soulard CT., 2014b, « Pratiques, politiques publiques et territoires : construire une géographie agricole des villes ». Mémoire d'HDR, Université Bordeaux Montaigne, Vol 1 : 188 p.
- Soulard CT., Thareau, B., 2009, Les exploitations agricoles périurbaines : spécificités et logiques de développement, *Innovations Agronomiques*, n°5, p. 27-40.
- Traversac JB., 2013, « Inventaire statistique : état des lieux de l'agriculture dans et à proximité des villes », *Club Demeter*, on line : <http://www.clubdemeter.com/auteur.php?auteur=8>
- Van Der Ploeg J.D., 2014, « Les paysans du XXIème siècle. Mouvements de repaysannisation dans l'Europe d'aujourd'hui », Ed. Charles Leopold Mayer, Paris, 217 p.